



AUSGLEICHKASSE DES KANTONS BERN  
CAISSE DE COMPENSATION DU CANTON DE BERNE

# Rapport annuel 2024



«Nous avons interrogé nos clientes et clients en 2024. Leurs réponses nous emplissent de fierté et nous confortent dans la voie que nous avons choisie. Elles montrent bien ce qui compte : la confiance, la fiabilité et la proximité. Ces valeurs continueront de nous guider à l'avenir.»



«Très fiable, à l'écoute de la clientèle,  
j'ai fait de bonnes expériences  
(y compris au décès de mes parents  
il y a quelques années).»

# Sommaire

04

**Éditorial**

Dóra Makausz, directrice

14

**Tâches clés**

en pleine mutation

05–06

**Portrait**

Vision, charte d'entreprise et organisation

16–19

**Comptes annuels**

Caisse de compensation du canton de Berne et Caisse d'allocations familiales du canton de Berne

07

**Sondage auprès de la clientèle**

20–29

**Chiffres clés**

Cotisations, prestations, collaboratrices et collaborateurs

09

**Modernisation de la surveillance**

30

**Rapport de l'organe de révision**

10

**Sécurité de l'information et protection des données**

32

**Impressum**

13

**ePortail**

## Avançons ensemble – avec stratégie et responsabilité

En 2024, la CCB s'est concentrée sur les projets qu'elle a pilotés et dans lesquels elle s'est beaucoup investie, et sur les adaptations aux nouvelles exigences réglementaires. Un changement au sein de la direction lui a apporté un nouvel élan, qui a renforcé la collaboration au sein de l'équipe. Ensemble et sur la base de nos valeurs, nous avons réalisé des progrès décisifs et appliqué avec cohérence l'orientation stratégique de la CCB.

### **En point de mire : la clientèle**

Notre clientèle est au cœur de notre action. Un sondage détaillé nous a fourni de précieux éclairages sur ses besoins et ses attentes, que nous intégrerons directement à nos mesures stratégiques. Grâce à des processus simples, à une communication transparente et à des améliorations permanentes, nous voulons garantir et continuer à augmenter la satisfaction de notre clientèle. Nous avons également été inspiré·e·s par les messages que nous avons reçus de nos clientes et clients, comme le reflète la série de photos illustrant le rapport de cette année.

### **Numérisation : un progrès responsable**

La numérisation reste un élément central de notre stratégie. Elle nous permet de fournir des services en tout lieu et à toute heure et d'optimi-

ser nos processus internes. Avec des offres telles qu'un nouvel ePortail, nous nous rendons facilement accessibles pour nos clientes et clients. Dans le même temps, nous avons conscience que la transformation numérique peut susciter des inquiétudes, tant au sein du personnel que parmi la clientèle, qui apprécie le contact personnel. Nous prenons ces préoccupations au sérieux et y répondons par une communication ouverte et transparente. La numérisation ne remplace pas l'être humain : elle le complète, le rend plus efficace et ouvre la voie à davantage d'innovation.

### **Stratégie et collaboration : développement ciblé de la CCB**

La mise en œuvre cohérente de nos mesures stratégiques nous a permis de remporter des succès visibles en 2024. Nous avons constaté l'importance cruciale d'une priorisation claire des projets pour une utilisation efficace et durable des ressources. Cette priorisation a été et reste un facteur de réussite essentiel et jouera un rôle encore plus important à l'avenir.

### **Sécurité de l'information et protection des données : instaurer la confiance et réduire les risques**

La CCB garantit la protection et la sécurité des informations grâce à des structures claires et à une

stratégie de sécurité moderne. L'introduction réussie d'un système de gestion de la sécurité de l'information (ISMS) et la sensibilisation continue de nos collaboratrices et collaborateurs nous permet d'accroître la confiance de notre clientèle et de réduire les risques liés à la sécurité.

### **Ensemble vers l'avenir**

Avec notre stratégie, une gouvernance dynamisée et des solutions numériques modernes, nous façonnons l'avenir de la CCB. Notre succès repose sur l'engagement de notre personnel et la satisfaction de notre clientèle. Je vous en remercie chaleureusement.

Ensemble, nous développons une organisation qui devient encore plus innovante et efficace, tout en restant humaine.

### **Dòra Makausz**

Directrice



«Continuez comme ça ! La Caisse de compensation du canton de Berne fait bien les choses. Je souhaiterais seulement que tout passe par l'ePortail et plus rien sur papier.»



## Portrait

### Notre vision

En tant que Caisse de compensation du canton de Berne, nous fournissons des prestations efficaces et de haute qualité dans le domaine des assurances sociales. Pour ce faire, nous accompagnons nos clientes et clients avec compétence, motivation et d'égal à égal. Nous sommes un employeur attrayant et nos collaboratrices et collaborateurs sont fiers de faire partie de notre entreprise.

### Notre charte d'entreprise

#### **Nous vivons notre orientation service**

Nous traitons nos clientes et clients avec engagement, équité et intérêt afin de répondre au mieux à leurs besoins. Nous considérons que les nouvelles exigences et la constante évolution des besoins sont autant d'opportunités de créer une valeur ajoutée durable dans le respect permanent des prescriptions légales.

#### **Nous assumons nos obligations envers nos collaboratrices et collaborateurs**

Un authentique climat de respect préside aux relations que nous entretenons avec nos collaboratrices et collaborateurs. Des informations transparentes fournies en temps utile et la possibilité de prendre part aux processus décisionnels rendent nos actions compréhensibles. Le soutien du développement individuel est un élément essentiel de notre engagement. Nous créons des emplois et des places de

formation en conséquence, et assumons ainsi notre responsabilité sociale et sociétale.

#### **Nous organisons notre travail de manière efficace et efficiente**

Nous veillons à mettre en place des structures claires, des processus solides et des interfaces fonctionnelles. L'optimisation régulière de nos activités est un élément important de notre approche. Nous utilisons nos ressources de manière responsable.

#### **Nous communiquons de manière proactive et en fonction des destinataires**

Nous informons nos clientes et clients ainsi que les autres parties prenantes de manière ouverte et compréhensible sur nos tâches. Nous privilégions un dialogue empreint de respect. Nous favorisons ainsi la compréhension de nos activités.

# Organisation

Nous sommes un établissement autonome de droit public. Nos activités reposent sur des bases légales et des mandats. Notre mission principale est de mettre en œuvre l'assurance-vieillesse et survivants. Tant la Confédération que le canton peuvent nous confier d'autres tâches, telles que l'octroi des allocations familiales et des prestations complémentaires. La surveillance matérielle incombe à l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), tandis que le conseil de surveillance est chargé des affaires administratives. Le conseil de surveillance est présidé par la directrice de l'intérieur et de la justice du canton de Berne, Evi Allemann.

## Conseil de surveillance de la CCB

(état au 31.12.2024)

### PRÉSIDENTE

#### Evi Allemann

Membre du Conseil-exécutif, directrice de l'intérieur et de la justice du canton de Berne

### VICE-PRÉSIDENTE

#### Marianne Streiff-Feller

Ancienne conseillère nationale, co-présidente d'ARTISET

#### Jürg Brechbühl

Ancien directeur de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS)

#### Manfred Bühler

Conseiller national, président de la commune de Cortébert (BE)

#### Cyril Friche

Directeur du Digital Office et membre du Comité directeur du Centre hospitalier Bienne SA

#### Thomas Harnisch

CEO de Gewa

#### Eva Meroni

Directrice de Profil – Arbeit & Handicap

Sous la conduite de sa directrice, Madame Dóra Makausz, la CCB s'articule autour de quatre domaines : la division cotisations et allocations (DCA), dirigée par le directeur suppléant Martin Benz, la division prestations complémentaires (DPC), dirigée par Karin Schreiber, la division rentes et indemnités journalières (DRJ), dirigée par Emanuel Lauber, et la division support et services (DSS), dirigée par Fritz Marti.

Les agences, qui sont subordonnées aux communes, sont les premières interlocutrices des membres et des assuré-e-s.



### Direction de la CCB

De gauche à droite : Fritz Marti, responsable de la division support et services ; Martin Benz, responsable de la division cotisations et allocations et directeur suppléant ; Dóra Makausz, directrice ; Emanuel Lauber, responsable de la division rentes et indemnités journalières ; Karin Schreiber, responsable de la division prestations complémentaires



# Sondage de la clientèle

**Nos clientes et clients sont au centre de nos préoccupations. Nous voulons les accompagner de manière compétente, motivée et d'égal à égal – c'est ce que prévoit notre stratégie. Nous prenons ce principe au sérieux. C'est pourquoi nous avons élaboré l'année dernière une stratégie qui définit l'organisation de notre communication avec la clientèle. Par quels canaux communiquerons-nous à l'avenir ? Sous quelle forme et à quel moment ? La numérisation nous offre de nouvelles possibilités dans ce domaine.**

En tant que caisse de compensation cantonale, nous suivons différents groupes de client·es ayant des besoins divers. Les bénéficiaires de rentes ont besoin d'explications détaillées sur les prestations possibles, telles que les prestations complémentaires (PC), ou sur nos décisions. Les petites et moyennes entreprises (PME) souhaitent annoncer rapidement et simplement de nouveaux collaborateurs et collaboratrices, tandis que les grands employeurs échangent leurs données avec nous de manière numérique et structurée (p. ex. déclarations des salaires).

Comment pouvons-nous répondre efficacement à ces différents besoins ? Pour le savoir, nous avons interrogé notre clientèle.

## Résultats

De mai à août 2024, nous avons joint une enquête à nos décisions portant sur six processus concernant la clientèle. Ainsi, tous les nouveaux et nouvelles bénéficiaires de rentes, par exemple, ont reçu un questionnaire à remplir par écrit ou en ligne de manière anonyme. Au total, nous avons envoyé 5800 questionnaires et reçu environ 700 réponses, ce

qui correspond à un taux de réponse représentatif de 12 %. Nous avons réalisé ce sondage en collaboration avec une société de conseil spécialisée. Les résultats sont réjouissants : nos clientes et clients sont très satisfaits du traitement de leurs demandes. Sur une échelle de 1 à 5, ils et elles attribuent à la CCB une note de 4,3, ce qui correspond à une appréciation allant de « bien » à « très bien ». Le code QR au bas de cette page vous permet de consulter les différents résultats en détail.

La clarté des informations sur notre site Internet ainsi que l'amabilité et la serviabilité de notre personnel ont fait l'objet d'une appréciation particulièrement positive. Les canaux numériques que nous proposons, tels que l'ePortail ou les formulaires en ligne, ont été bien notés et sont considérés comme des points de contact importants pour les demandes et les informations. Le conseil personnel et téléphonique par les agences AVS a également reçu une bonne évaluation.

## Potentiels d'amélioration

Bien entendu, il y a aussi des domaines dans lesquels nous pouvons nous améliorer.

Nous prenons note de vos réponses pour continuer à optimiser nos processus. Outre le souhait de canaux numériques supplémentaires, le temps de traitement des demandes a parfois été jugé trop long. De plus, nos clientes et clients souhaitent une communication plus transparente sur le progrès du traitement de leurs dossiers. Elles et ils aimeraient aussi des explications plus simples sur des sujets complexes, tels que les calculs.

## Quelles sont les prochaines étapes ?

Les réponses que nous avons reçues seront directement intégrées à notre stratégie d'amélioration du service à la clientèle. Les projets en cours et nouveaux nous permettront de tenir progressivement compte des ces aspects. Notre objectif reste de maintenir la satisfaction de la clientèle à un niveau élevé et de l'améliorer continuellement.

**Voir les résultats numériques de l'enquête**



«Nous ne pouvons pas nous plaindre,  
car nous nous sommes assurés  
ailleurs ! L'AVS seule ne permettrait  
pas de survivre à notre époque !  
En ce qui concerne le plafonnement  
des cotisations h/f, il n'y a toujours  
pas d'égalité = les femmes reçoivent  
CHF 35.– de moins que les hommes ?!»





# Modernisation de la surveillance

## **Nouvelles prescriptions en matière de surveillance pour l'AVS et les assurances sociales**

Avec la révision de la loi sur l'AVS, le Conseil fédéral et le Parlement ont décidé de moderniser les prescriptions en matière de surveillance – qui n'ont guère évolué depuis 1948 – pour l'AVS, les prestations complémentaires (PC), les allocations pour perte de gain (APG) ainsi que les allocations familiales dans l'agriculture au 1er janvier 2024.

## **Une surveillance prévoyante, axée sur le risque**

Pour la CCB, cela implique une surveillance renforcée et axée sur le risque, exercée en amont plutôt qu'a posteriori. À cet effet, la CCB met à jour ses systèmes internes dans les domaines du risque, de la qualité et du contrôle interne, analyse les responsabilités et, si nécessaire, formule de nouveaux objectifs. En outre, la bonne gouvernance est renforcée : des prescriptions relatives à l'indépendance des organes d'exécution, à l'intégrité des responsables et à la transparence dans la présentation des comptes sont désormais inscrits dans la loi. Ainsi, la CCB peut gérer de manière plus efficace ses systèmes d'information relatifs au 1er pilier, qui sont mis à jour en permanence. Cela contribue à la stabilité du système de prévoyance. La CCB applique ces nouvelles instructions par des mesures stratégiques et des projets qui concernent toutes ses divisions.

## **Adaptation de la loi cantonale d'application**

La base juridique de la CCB, la loi cantonale d'application, doit contenir les nouvelles prescriptions

fédérales d'ici au 1er janvier 2029 au plus tard. L'Office des assurances sociales (OAS), responsable de l'adaptation de la loi, a commencé les travaux correspondants en mai 2023 en collaboration avec la CCB. L'objectif est de lancer la procédure de consultation au début de l'année 2026 et de mettre la loi en vigueur au 1er janvier 2028.

## **Réorientation des agences communales de l'AVS**

Cette modernisation supprime l'obligation légale de gérer des agences communales de l'AVS. Dans le canton de Berne, ces dernières continuent toutefois de jouer un rôle important en matière de conseil et de soutien à la population, en particulier dans le domaine des prestations complémentaires. Dans le même temps, la numérisation et la complexité technique gagnent du terrain. La révision totale de la LiLAVS permet de tenir compte de ces évolutions et d'adapter en conséquence la structure des agences. La CCB s'appuie pour ce faire sur des analyses, des expériences et des discussions intensives avec les parties concernées.

## **La sécurité de l'information et la protection des données en point de mire**

Surtout dans le domaine dynamique des PC, le traitement des dossiers devient de plus en plus complexe, tandis que l'exigence de numérisation et d'automatisation des processus croît. Dans ce contexte, la CCB porte une attention accrue à la sécurité de l'information et à la protection des données. Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet à la page suivante.

## **Réorganisation du conseil de surveillance et adaptation de la réglementation**

La surveillance modernisée pose de nouvelles exigences aux organes de surveillance des caisses de compensation. Pour y répondre, la loi d'application révisée redéfinira les tâches, les compétences et les responsabilités ainsi que la composition du conseil de surveillance commun de la Caisse de compensation du canton de Berne et de l'Office AI Canton de Berne. La révision de la loi offre en outre l'opportunité d'aligner les réglementations sur les pratiques actuelles de mise en œuvre.

## **Réseau numérique étendu**

Dans le cadre de la modernisation, le Conseil fédéral a été habilité à réglementer l'échange électronique de données entre les assureurs suisses et entre ceux-ci et les autorités fédérales (cf. nouveautés dans la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales, LPGA). Cela permet de faire avancer les projets de numérisation pour la clientèle tout en respectant les normes de sécurité requises.

# Sécurité de l'information et protection des données

La CCB prend très au sérieux le traitement des données ainsi que la protection et la sécurité des informations. Elle applique systématiquement les prescriptions légales de la Confédération et du canton de Berne dans ces domaines. Pour ce faire, la CCB a engagé une Chief Information Security Officer (CISO) et une conseillère à la protection des données (CPD).

Au cours de l'exercice, la CCB s'est dotée des règlements internes nécessaires et a mis en place un système complet de gestion de la sécurité des informations (ISMS). Ce système garantit que tous les aspects importants de la sécurité sont contrôlés régulièrement et continuellement améliorés. Il sert d'instrument de gouvernance et est soumis au contrôle de l'organe de révision. Les stratégies de sécurité établies par la CISO sont développées en permanence afin d'accroître durablement la sécurité du traitement de l'information et des processus organisationnels.

La conseillère à la protection des données s'assure que toutes les procédures de protection des données répondent aux exigences légales et sont surveillées en permanence. Il s'agit notamment d'identifier précocement et de réduire les risques potentiels. Les deux rôles collaborent étroitement afin d'identifier et de gérer rapidement et efficacement les incidents affectant la sécurité. Cette collaboration ainsi que des accords avec des fournisseurs externes contribuent à renforcer la confiance de la clientèle dans les mesures de sécurité de la CCB.

La formation et la sensibilisation des collaboratrices et collaborateurs sont une priorité majeure pour la CCB. Au second semestre, des formations de base internes à la CCB et des formations spécifiques pour les collaboratrices et collaborateurs des agences ont eu lieu, avec accès à des applications spécialisées.

Des remises à niveau internes régulières sont également prévues en 2025 afin de maintenir une vigilance élevée concernant la sécurité et la protection des données.



«Je suis très heureux de l'accessibilité de votre site Internet et de la possibilité de le lire avec un contraste élevé et des caractères de très grande taille. Tout y est en outre très compréhensible (sans langage administratif compliqué).»



«Il serait judicieux de  
pouvoir demander le  
congé paternité via  
l'ePortail.»



# ePortail

Depuis 2013, la CCB dispose d'un ePortail qui était auparavant surtout utilisé pour la réception électronique des déclarations de salaires en fin d'année. Il permettait aussi d'annoncer les allocations familiales et d'inscrire ou de désinscrire des collaboratrices et collaborateurs.

Depuis 2015, l'ePortail n'avait plus été développé, car la CCB prévoyait d'avoir recours aux prestations d'un autre fournisseur informatique. Continuer d'investir dans ce portail n'aurait donc pas été pertinent. Ce projet n'a toutefois pas pu être réalisé, raison pour laquelle la CCB a tout de même décidé de poursuivre le développement du portail existant.

Au cours de l'exercice sous revue, elle a donc mis à jour la base technique du portail et modernisé son interface tout en la rendant plus conviviale.

En peu de temps et en se focalisant sur des lots de travaux prédéfinis, la CCB a procédé, conjointement avec ses fournisseurs, au transfert de l'ancienne plateforme à la nouvelle dans les délais pour la nouvelle période de déclaration des salaires au 1er novembre 2024.

Afin d'améliorer la convivialité du portail, la CCB a pu compter sur l'appui de plusieurs membres et de leurs retours détaillés entre les cycles de développement. Nous les remercions chaleureusement pour ce précieux soutien.

Les bases sont maintenant posées, de sorte que nous allons enrichir continuellement le portail de nouvelles fonctions et en faire un canal de communication complet pour toute notre clientèle.

# Tâches clés en pleine mutation : une sélection

**Outre les changements qu'elle a elle-même initiés et planifiés sur le plan stratégique, la tâche principale de la CCB consiste à remplir son mandat légal. Il s'agit de bien préparer et de mettre en œuvre les changements législatifs, qui sont nombreux et fréquents.**

## AVS 21

La stabilisation de l'AVS est entrée en vigueur en janvier 2024. Les premières nouveautés, telles que l'assouplissement de la perception de la rente, la prise en compte de périodes de cotisation supplémentaires et des revenus après l'âge de référence ainsi que l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée de 0,4 %, ont déjà été mises en œuvre. À partir de janvier 2025, l'âge de référence des femmes passera progressivement de 64 à 65 ans. La CCB a effectué tous les travaux préparatoires et les adaptations nécessaires à cette fin.

## Augmentation des rentes et des allocations familiales

Les rentes de l'AVS et de l'AI sont adaptées tous les deux ans à l'évolution des salaires et des prix. Le 28 août 2024, le Conseil fédéral a décidé d'une augmentation d'environ 2,9 % au 1er janvier 2025. Cette augmentation a été mise en place automatiquement par la CCB en décembre 2024. L'ensemble de nos près de 165 000 bénéficiaires ont reçu leur rente augmentée avec le versement de début 2025.

Au 1er janvier 2025, le montant des allocations familiales dans le canton de Berne a été adapté pour la première fois depuis 2009. Le Conseil exécutif a pris connaissance de cette augmentation le 19 septembre 2024.

## 13<sup>e</sup> rente de vieillesse

L'initiative populaire pour une 13<sup>e</sup> rente de vieillesse a été acceptée à une nette majorité le 3 mars 2024. Cette rente mensuelle supplémentaire sera versée une fois par an en décembre à partir de 2026. Elle n'est pas assimilée à la rente ordinaire de décembre, mais tient compte d'éventuelles modifications du montant de la rente mensuelle en cours d'année. La CCB a lancé un projet pour se préparer suffisamment tôt à cette mise en œuvre complexe.

transmettent leurs données directement aux caisses de compensation, qui demandent ensuite les données salariales aux employeurs et procèdent au calcul du droit ainsi qu'au versement. Dans le cadre du développement de son ePortail et de l'automatisation du processus de calcul, la CCB a commencé la mise en œuvre.

## Numérisation des APG

Le Conseil fédéral a décidé d'introduire la numérisation des APG en 2026. Les personnes faisant du service militaire, de la protection civile et du service civil doivent à l'avenir pouvoir traiter leurs demandes d'APG par la voie numérique. Une nouvelle plateforme sera créée à cet effet. Les organismes des services



«J'apprécie de payer chaque mois ce que je dois. Ce qui reste ne dépend que de moi. Vos calculs sont adaptés et corrects, le système est bon. Je m'offrirai un nouveau matelas avec ma 13e rente AVS. Un grand merci et meilleures salutations.»



# Caisse de compensation du canton de Berne

## BILAN (en CHF)

ACTIFS	31.12.2024	31.12.2023	Différence	en %
Liquidités	8 950 482	12 406 711	-3 456 229	-27.9%
Avoirs en compte courant Personnes tenues de payer des cotisations	4 835 637	5 019 608	-183 971	-3.7%
Autres avoirs	8 683 589	3 866 451	4 817 138	124.6%
Placements de capitaux	28 291 543	31 523 096	-3 231 553	-10.3%
Immeubles	23 982 255	24 462 255	-480 000	-2.0%
Biens meubles	1	389	-388	-99.7%
Actifs transitoires	1 086 956	1 157 293	-70 337	-6.1%
<b>Total des ACTIFS</b>	<b>75 830 463</b>	<b>78 435 803</b>	<b>-2 605 340</b>	<b>-3.3%</b>
PASSIFS	31.12.2024	31.12.2023	Différence	en %
Dettes compte courant	5 421 836	3 049 151	2 372 685	77.8%
Provisions	27 650 471	28 632 409	-981 938	-3.4%
Passifs transitoires	181 849	276 444	-94 595	-34.2%
Réserves générales	46 477 799	49 226 155	-2 748 356	-5.6%
Résultat du compte d'administration (perte)	-3 901 492	-2 748 356	-1 153 136	42.0%
<b>Total des PASSIFS</b>	<b>75 830 463</b>	<b>78 435 803</b>	<b>-2 605 340</b>	<b>-3.3%</b>

## COMPTE D'ADMINISTRATION (EN CHF)

CHARGES	31.12.2024	31.12.2023	Différence	en %
Frais de personnel	27 881 803	25 436 221	2 445 582	9.6%
Frais de matériel (y compris informatique)	23 831 448	10 536 446	13 295 002	126.2%
Coûts locaux/immeubles	2 346 709	2 373 033	-26 324	-1.1%
Prestations de tiers	6 994 858	6 035 735	959 123	15.9%
Intérêts passifs/coûts de capital	96 607	96 941	-334	-0.3%
Amortissements	2 251 572	2 394 080	-142 508	-6.0%
Frais administratifs généraux	731 181	531 890	199 291	37.5%
Constitution de provisions	5 724 000	6 187 000	-463 000	-7.5%
Résultat du compte d'administration (perte)	-3 901 492	-2 748 356	-1 153 136	42.0%
<b>Total des CHARGES D'ADMINISTRATION</b>	<b>65 956 686</b>	<b>50 842 990</b>	<b>15 113 696</b>	<b>29.7%</b>
PRODUITS	31.12.2024	31.12.2023	Différence	en %
Contributions aux frais administratifs	20 574 645	20 560 468	14 177	0.1%
Produits de la fortune	4 319 178	3 236 678	1 082 500	33.4%
Rémunérations (émoluments)	2 201 932	2 108 423	93 509	4.4%
Produits de prestations	5 268 816	4 317 033	951 783	22.0%
Indemnités pour frais administratifs	26 046 371	19 036 368	7 010 003	36.8%
Produits d'administration généraux	389 597	358 723	30 874	8.6%
Remboursements	1 456 147	1 225 297	230 850	18.8%
Dissolution de provisions	5 700 000	–	5 700 000	0.0%
<b>Total des PRODUITS D'ADMINISTRATION</b>	<b>65 956 686</b>	<b>50 842 990</b>	<b>15 113 696</b>	<b>29.7%</b>

## FONDS AVS/AI/PC (en CHF)

COTISATIONS	31.12.2024	31.12.2023	Différence	en %
AVS/AI/APG	1 597 888 207	1 571 061 738	26 826 469	1.7%
Assurance-chômage	281 640 899	272 827 473	8 813 426	3.2%
Allocations familiales agriculture	2 807 558	2 777 550	30 008	1.1%
<b>TOTAL DES COTISATIONS</b>	<b>1 882 336 664</b>	<b>1 846 666 761</b>	<b>35 669 903</b>	<b>1.9%</b>
PRESTATIONS	31.12.2024	31.12.2023	Différence	en %
<b>Rentes AVS</b>				
Rentes ordinaires	3 136 457 429	3 109 396 856	27 060 573	0.9%
Rentes extraordinaires	121 501	159 717	-38 216	-23.9%
Allocations pour impotent·e	52 527 203	48 260 281	4 266 922	8.8%
	3 189 106 133	3 157 816 854	31 289 279	1.0%
<b>Prestations AI</b>				
Rentes ordinaires	279 931 786	272 825 302	7 106 484	2.6%
Rentes extraordinaires	135 515 304	128 700 482	6 814 822	5.3%
Allocations pour impotent·e	40 033 614	37 805 114	2 228 500	5.9%
Indemnités journalières AI	28 024 089	30 332 563	-2 308 474	-7.6%
	483 504 793	469 663 461	13 841 332	2.9%
<b>Prestations APG</b>				
Allocations pour perte de gain	36 280 587	35 158 888	1 121 699	3.2%
Allocations de maternité	33 616 375	28 461 537	5 154 838	18.1%
Allocations de paternité	5 171 364	4 271 806	899 558	21.1%
Allocations de prise en charge	247 861	242 405	5 456	2.3%
	75 316 187	68 134 636	7 181 551	10.5%
<b>Prestations allocations familiales agriculture</b>				
en faveur des employé·e·s agricoles	2 821 105	2 703 246	117 859	4.4%
en faveur des agriculteurs et agricultrices indépendant·e·s	9 454 612	9 935 665	-481 053	-4.8%
	12 275 717	12 638 911	-363 194	-2.9%
<b>Redistribution</b>				
Taxe sur le CO2	8 741 742	7 976 656	765 086	9.6%
	8 741 742	7 976 656	765 086	9.6%
<b>Prestations CORONAVIRUS</b>	42 106	259 049	-216 943	-83.7%
<b>Total des PRESTATIONS</b>	<b>3 768 986 678</b>	<b>3 716 489 567</b>	<b>52 497 111</b>	<b>1.4%</b>



# Caisse d'allocations familiales du canton de Berne

## BILAN (en CHF)

ACTIFS	31.12.2024	31.12.2023	Différence	en %
Liquidités	10 350 103	21 991 489	-11 641 386	-52.9%
Avoirs en compte courant	10 822 952	10 746 734	76 218	0.7%
Autres avoirs	498 881	459 974	38 907	8.5%
Placements de capitaux	213 807 814	175 225 959	38 581 855	22.0%
Comptes de régularisation/d'ordre	18 425 516	12 559 203	5 866 313	46.7%
<b>Total des ACTIFS</b>	<b>253 905 266</b>	<b>220 983 359</b>	<b>32 921 907</b>	<b>14.9%</b>
PASSIFS	31.12.2024	31.12.2023	Différence	en %
Dettes compte courant	3 472	-	3 472	100.0%
Provisions	1 085 237	1 044 656	40 581	3.9%
Corrections de valeur sur les placements de capitaux	21 777 000	13 444 000	8 333 000	62.0%
Réserves générales	206 494 703	203 547 372	2 947 331	1.4%
Résultat du compte d'exploitation et du compte d'administration (bénéfice)	24 544 854	2 947 331	21 597 523	732.8%
<b>Total des PASSIFS</b>	<b>253 905 266</b>	<b>220 983 359</b>	<b>32 921 907</b>	<b>14.9%</b>

## COMPTE D'ADMINISTRATION (en CHF)

CHARGES	31.12.2024	31.12.2023	Différence	en %
Frais de personnel	1 895 094	1 808 297	86 797	4.8%
Frais de matériel (y compris informatique)	1 673 281	851 821	821 460	96.4%
Coûts des locaux	116 534	115 346	1 188	1.0%
Prestations de tiers	1 390 279	1 252 678	137 601	11.0%
Coûts du capital	377 984	333 273	44 711	13.4%
Amortissements sur immobilisations corporelles	78 023	77 124	899	1.2%
Frais administratifs généraux	2 804	2 722	82	3.0%
Corrections de valeur sur les placements de capitaux	5 567 584	2 243 997	3 323 587	148.1%
Constitution de provisions sur placements de capitaux	8 333 000	5 715 000	2 618 000	45.8%
Résultat du compte d'administration (bénéfice)	-	-	-	0.0%
<b>Total des CHARGES D'ADMINISTRATION</b>	<b>19 434 583</b>	<b>12 400 258</b>	<b>7 034 325</b>	<b>56.7%</b>
PRODUITS	31.12.2024	31.12.2023	Différence	en %
Rémunérations	206 473	271 366	-64 893	-23.9%
Produits de la fortune	3 251 172	2 539 505	711 667	28.0%
Corrections de valeur sur les placements de capitaux	10 762 554	1 895 948	8 866 606	467.7%
Remboursements	17 777	6 271	11 506	183.5%
Dissolution de provisions	-	-	-	0.0%
Résultat du compte d'administration (perte)	5 196 607	7 687 168	-2 490 561	-32.4%
<b>Total des PRODUITS D'ADMINISTRATION</b>	<b>19 434 583</b>	<b>12 400 258</b>	<b>7 034 325</b>	<b>56.7%</b>

## COMPTE D'EXPLOITATION (en CHF)

CHARGES	31.12.2024	31.12.2023	Différence	en %
Allocations familiales	237 095 585	243 162 815	-6 067 230	-2.5%
Amortissements sur les demandes de restitution / remises	75 349	69 819	5 530	7.9%
Demandes de restitution allocations familiales	-983 628	-979 654	-3 974	0.4%
Résultat compte d'exploitation (bénéfice)	29 741 461	10 634 499	19 106 962	179.7%
<b>Total des CHARGES</b>	<b>265 928 767</b>	<b>252 887 479</b>	<b>13 041 288</b>	<b>5.2%</b>
PRODUITS	31.12.2024	31.12.2023	Différence	en %
Cotisations	241 649 938	235 969 246	5 680 692	2.4%
Cotisations prescrites / avec remise	-1 056 104	-1 074 793	18 689	-1.7%
Compensation des charges	25 334 933	17 993 026	7 341 907	40.8%
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>265 928 767</b>	<b>252 887 479</b>	<b>13 041 288</b>	<b>5.2%</b>

Principes de présentation des comptes: la présentation des comptes est conforme à la loi fédérale sur les allocations familiales et les aides financières allouées aux organisations familiales (LAFam) ainsi qu'aux actes législatifs cantonaux. En l'absence de réglementation, les dispositions des directives sur la comptabilité et les mouvements de fonds des caisses de compensation (DCMF) s'appliquent.

## Prestations complémentaires

### COMPTE D'EXPLOITATION (en CHF)

PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES ANNUELLES	31.12.2024	31.12.2023	Différence	en %
à l'AVS	587 169 987	551 581 140	35 588 847	6.5%
à l'AI	303 457 670	304 117 462	-659 792	-0.2%
	<b>890 627 657</b>	<b>855 698 602</b>	<b>34 929 055</b>	<b>4.1%</b>
FRAIS DE MALADIE ET D'INVALIDITÉ	31.12.2024	31.12.2023	Différence	en %
à l'AVS	50 101 569	53 010 920	-2 909 351	-5.5%
à l'AI	26 731 806	27 737 245	-1 005 439	-3.6%
	<b>76 833 375</b>	<b>80 748 165</b>	<b>-3 914 790</b>	<b>-4.8%</b>
<b>TOTAL DES PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES</b>	<b>967 461 032</b>	<b>936 446 767</b>	<b>31 014 265</b>	<b>3.3%</b>

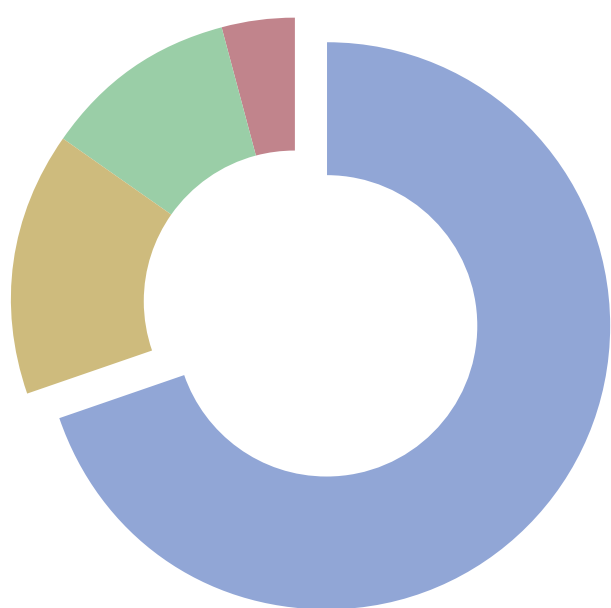
## Prestations transitoires pour les chômeurs et chômeuses âgé·e·s

### COMPTE D'EXPLOITATION (en CHF)

PRESTATIONS TRANSITOIRES	31.12.2024	31.12.2023	Différence	en %
Prestations transitoires annuelles	2 569 348	2 949 582	-380 234	-12.9%
Frais de maladie et d'invalidité	66 461	49 173	17 288	35.2%
<b>Total des PRESTATIONS TRANSITOIRES</b>	<b>2 635 809</b>	<b>2 998 755</b>	<b>-362 946</b>	<b>-12.1%</b>

# Cotisations au 1<sup>er</sup> pilier et à l'assurance-chômage

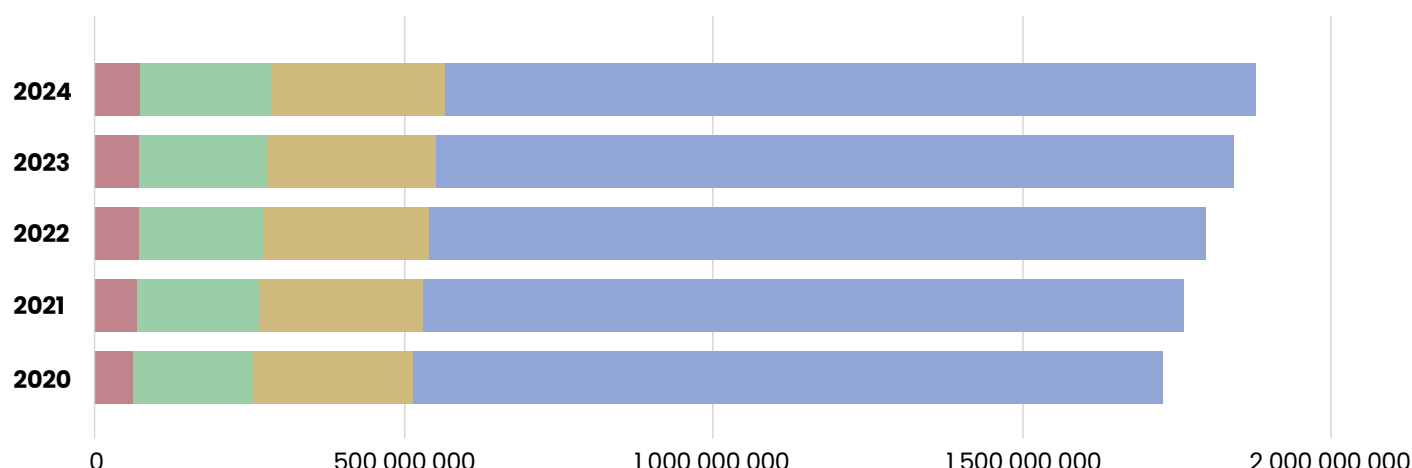
Recettes de cotisations en valeur absolue en CHF : 1 879 529 106



Cotisations à l'assurance-vieillesse et survivants	1 311 474 283
Cotisations à l'assurance-chômage	281 640 899
Cotisations à l'assurance-invalidité	211 041 839
Cotisations aux allocations pour perte de gain*	75 372 085

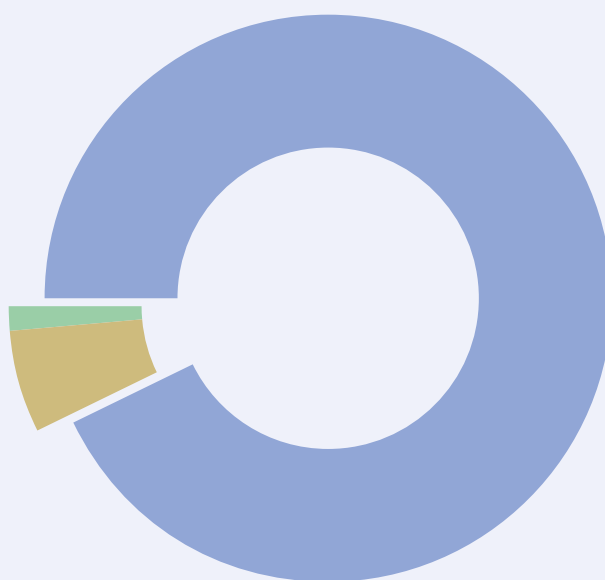
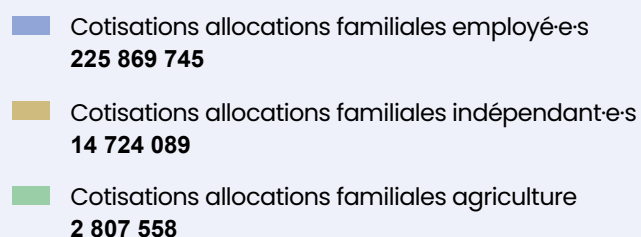
Toutes les cotisations listées sont calculées sur la masse salariale. Les totaux partiels évoluent donc au même rythme par rapport à l'année précédente. Entre 2023 et 2024, on observe une augmentation de 1.9 %, ce qui est dû à la croissance économique, mais aussi à la hausse de l'inflation. Il n'a pas ailleurs pas été enregistré de départs importants d'entreprises vers d'autres caisses de compensation.

## Évolution sur les 5 dernières années



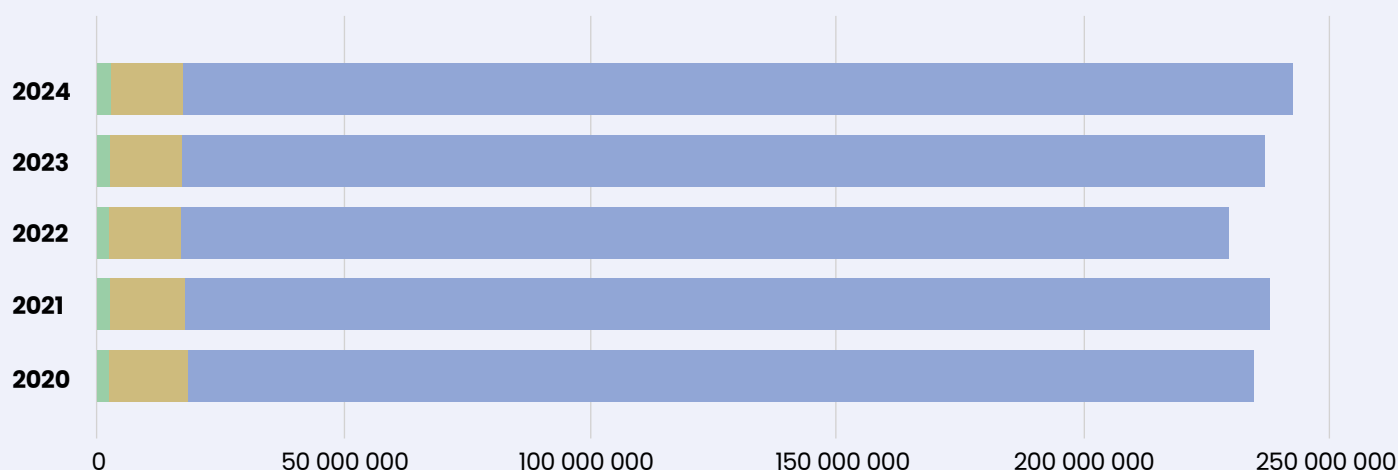
# Cotisations aux allocations

Recettes de cotisations en valeur absolue en CHF: 243 401 392



Les recettes provenant des cotisations ont augmenté de 2.4 % par rapport à l'exercice précédent. Le taux de cotisation est resté constant à 1.5 %.

## Évolution sur les 5 dernières années

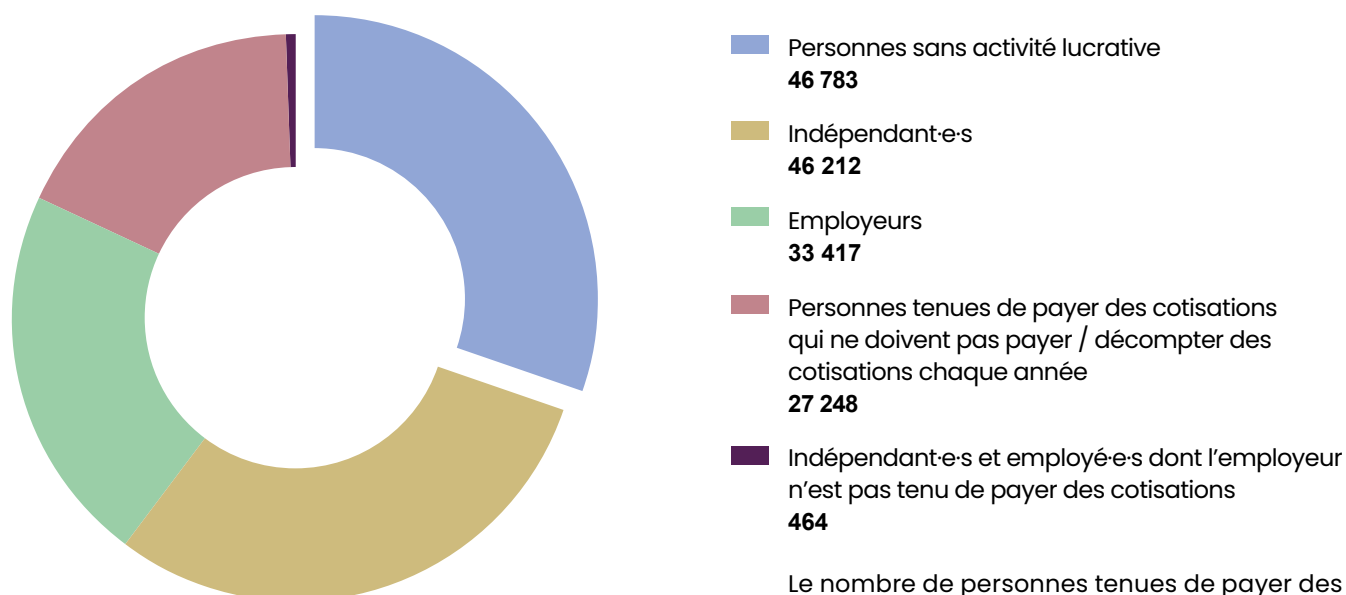


Dans ce domaine également, l'inflation et la croissance économique ont contribué à l'augmentation de la somme des cotisations d'environ 2.4 % par rapport à l'année précédente. Comme l'année précédente, le taux de cotisation s'est élevé à 1.5 % de la masse salariale.



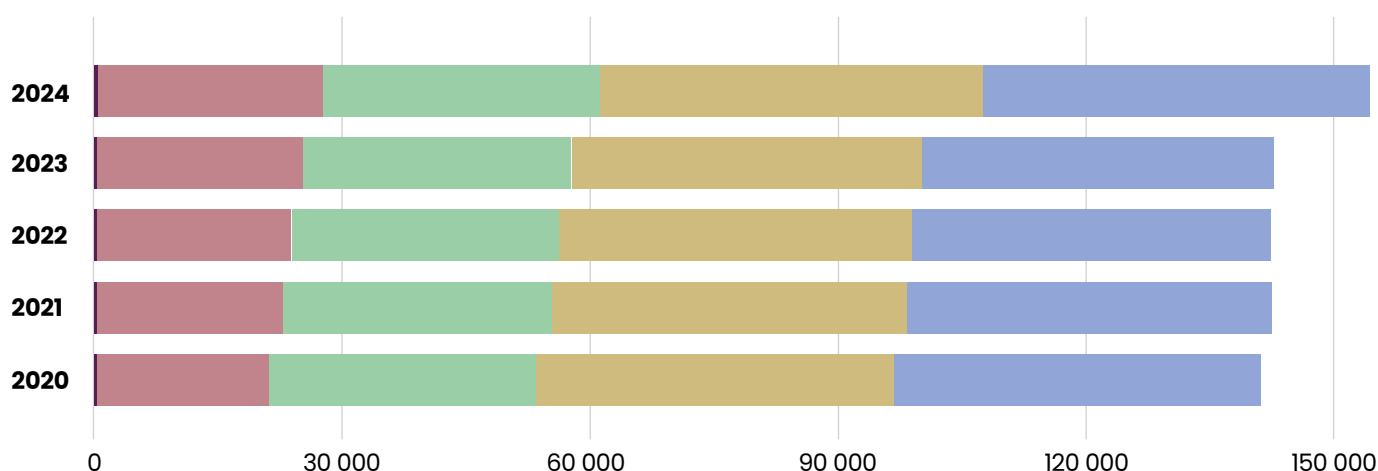
# Personnes tenues de payer des cotisations au 1er pilier et allocations familiales

Nombre absolu de personnes tenues de payer des cotisations : 154 124



Le nombre de personnes tenues de payer des cotisations a augmenté de 8 % par rapport à 2023. Cette augmentation est due à une nouvelle méthode de comptage de l'Office fédéral des assurances sociales : désormais, chaque membre actif au cours de l'année est comptabilisé. Jusqu'en 2023, le relevé était effectué à une date de référence.

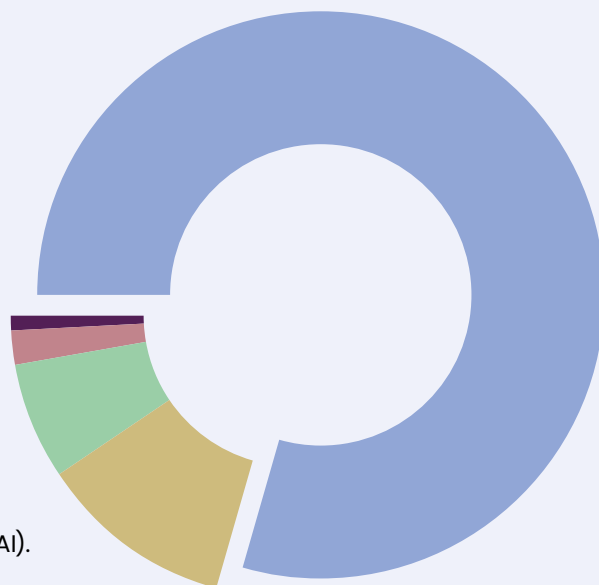
## Évolution sur les 5 dernières années



# Prestations de rentes, d'indemnités journalières et d'allocations familiales

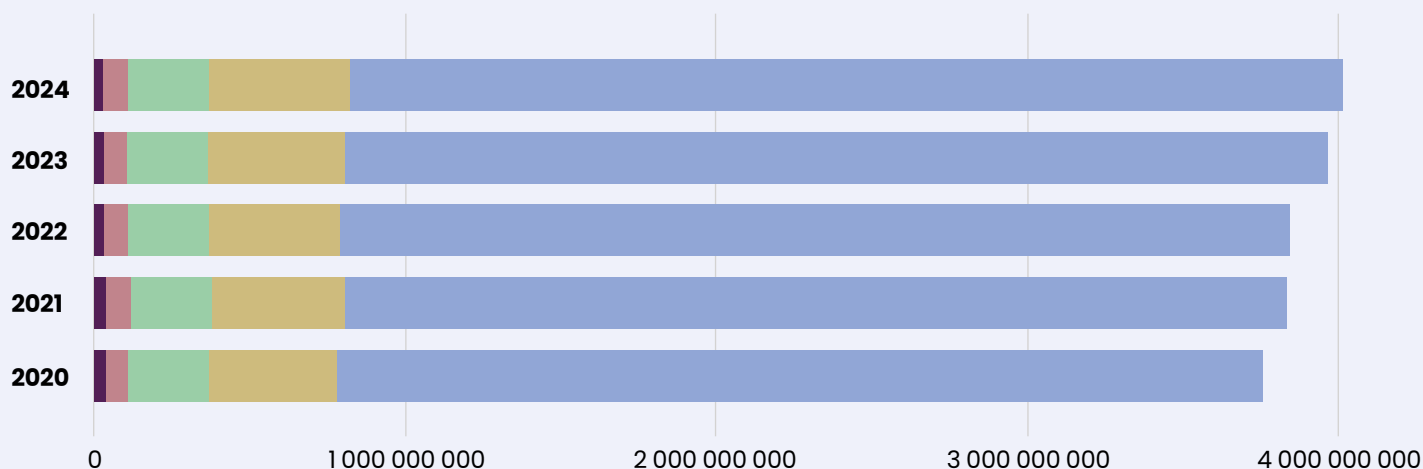
Prestations en valeur absolue en CHF: 4 013 739 800

Total des prestations de rentes AVS	3 189 106 133
Total des prestations de rentes AI	455 480 704
Total des prestations d'allocations familiales	259 410 083
Total des prestations d'allocations pour perte de gain	79 970 386
Total des prestations d'indemnités journalières AI	29 772 494



La majeure partie des prestations est versée à nos assuré-e-s sous la forme de rentes mensuelles (AVS et AI). Les prestations en faveur des familles (allocations familiales) représentent une autre part importante. Par rapport à l'année précédente, les prestations ont augmenté modérément, à l'exception des indemnités journalières AI.

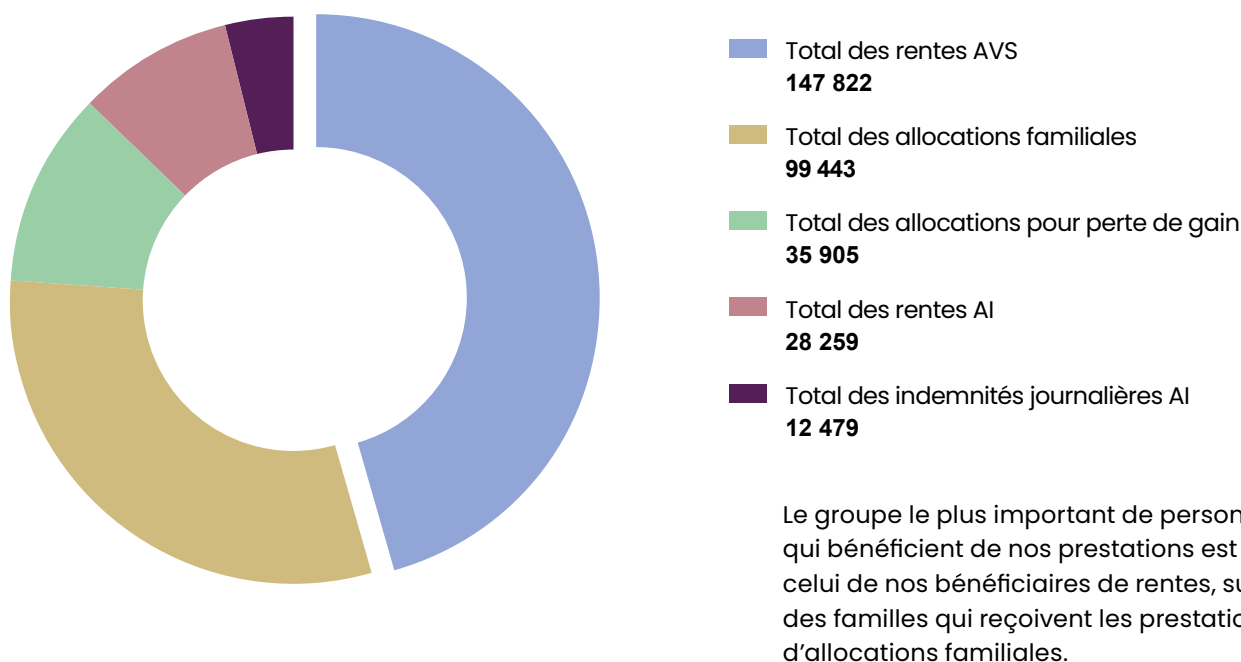
## Évolution sur les 5 dernières années



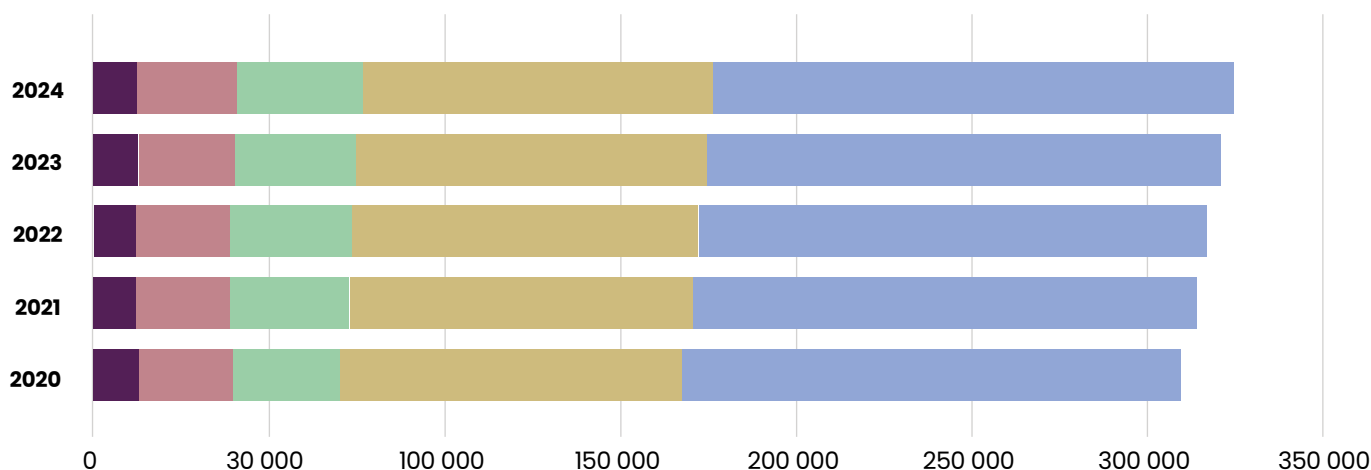
Au cours des dernières années, les dépenses pour les rentes de vieillesse ont nettement augmenté. Cette hausse est imputable à l'augmentation du nombre de bénéficiaires de rentes (démographie) et au niveau plus élevé des rentes (augmentations des rentes).

# Bénéficiaires de prestations de rentes, d'indemnités journalières et d'allocations familiales

Nombre absolu de bénéficiaires de prestations : 323 908



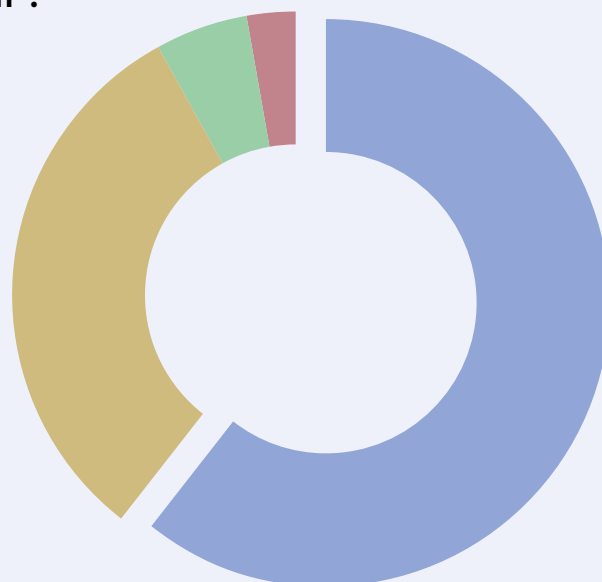
## Évolution sur les 5 dernières années



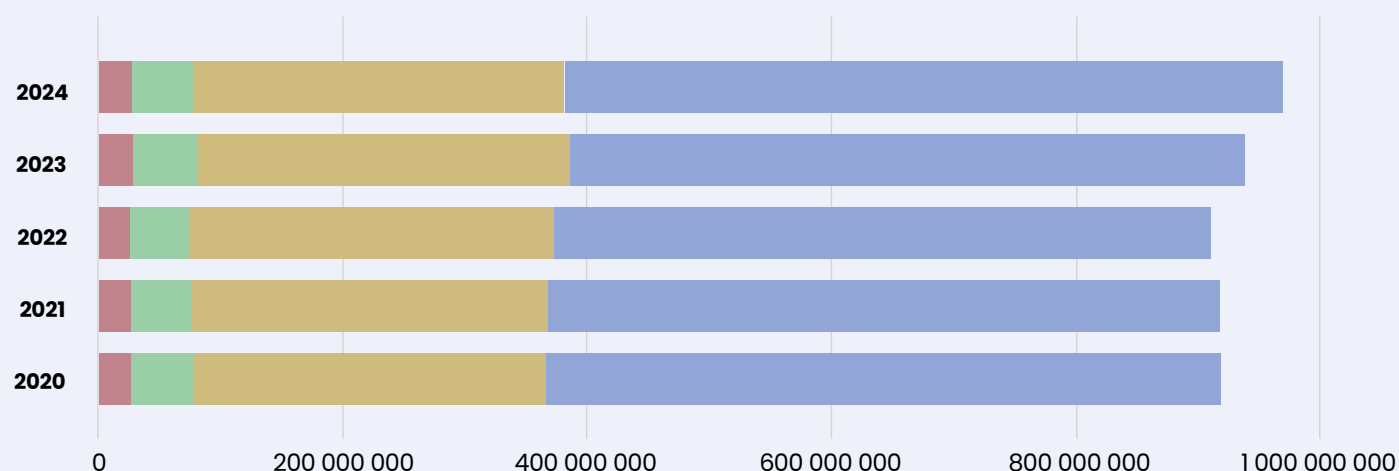
Le nombre de bénéficiaires d'une rente AVS a augmenté continuellement en raison de l'évolution démographique. Dans le cas des rentes AI, le nombre est resté stable en raison des révisions de la législation opérées précédemment. En ce qui concerne les prestations APG, il est frappant de constater qu'elles sont en légère hausse depuis 2020. Cette évolution est essentiellement due à l'introduction du congé de paternité payé.

# Prestations complémentaires, frais de maladie et d'invalidité AVS/AI

Prestations en valeur absolue en CHF:  
967 461 032



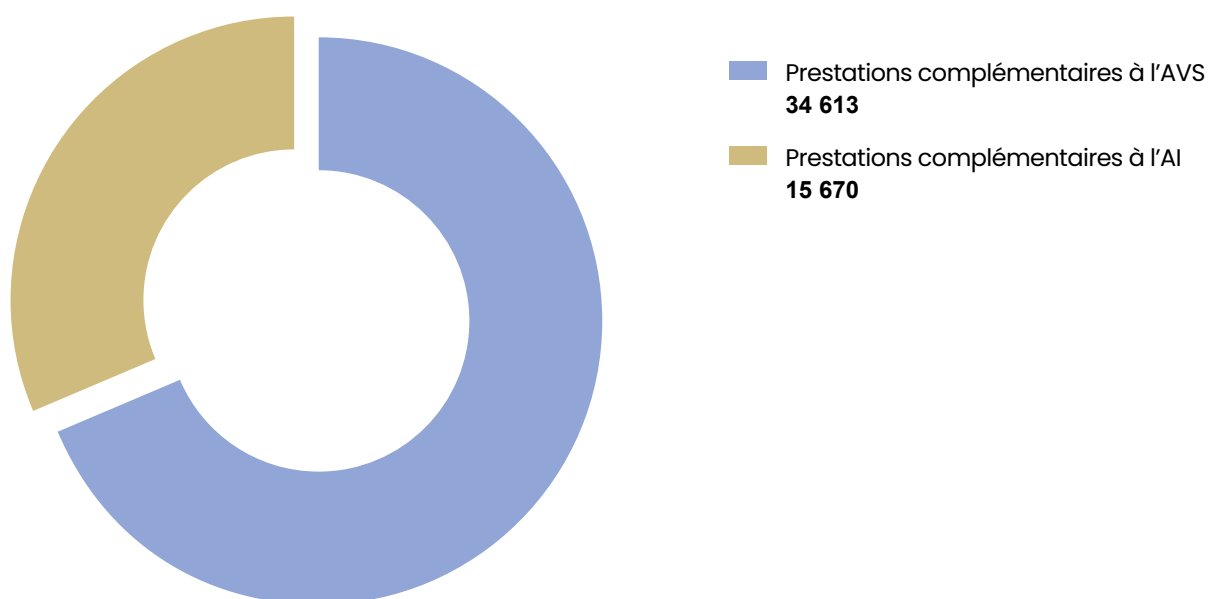
## Évolution sur les 5 dernières années



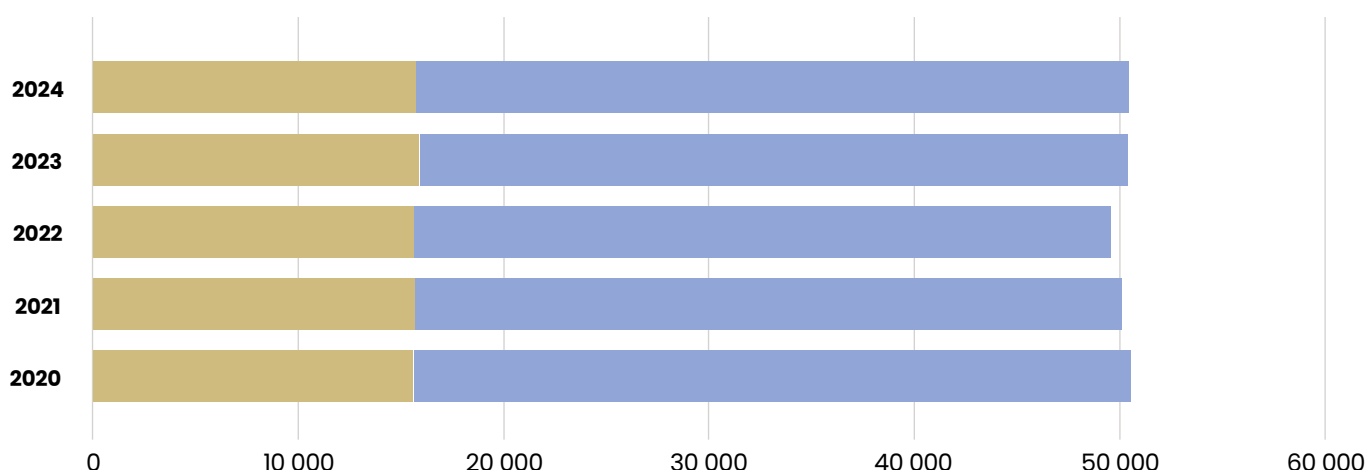


# Bénéficiaires de prestations : prestations complémentaires, frais de maladie et d'invalidité AVS/AI

Nombre absolu de bénéficiaires de prestations : 50 283



## Évolution sur les 5 dernières années



# Taxe sur le CO2 / remboursement

Les entreprises dont les émissions de CO2 sont plus élevées ainsi que l'ensemble des consommateurs et consommateurs de combustibles fossiles paient 120 francs par tonne de CO2 émise. Cet argent est perçu dans le cadre d'une taxe d'incitation pour être ensuite versé à raison des deux tiers à l'économie et à la population. Un tiers est utilisé pour soutenir la rénovation énergétique des bâtiments. Les remboursements se répartissent comme suit : un tiers environ des recettes de cette source de revenu est redistribué à parts égales à toutes les personnes domiciliées en Suisse à travers une réduction de la prime d'assurance-maladie.

Un autre tiers est remboursé aux employeurs en fonction de leur masse salariale et du montant disponible dans la cagnotte CO2. Ce versement est effectué par l'intermédiaire des caisses de compensation AVS. L'année dernière, la Caisse de compensation du canton de Berne a remboursé 8 741 742 francs dans ce cadre.

**2024**

8 741 742<sup>CHF</sup>

**2023**

7 976 656<sup>CHF</sup>

## Prestations transitoires

Depuis l'introduction des prestations transitoires le 1er juillet 2021, 424 demandes ont été déposées. La date de référence est le 31 décembre 2024. Ce jour-là, dans le canton de Berne, 69 personnes percevaient des prestations transitoires.

**2024**

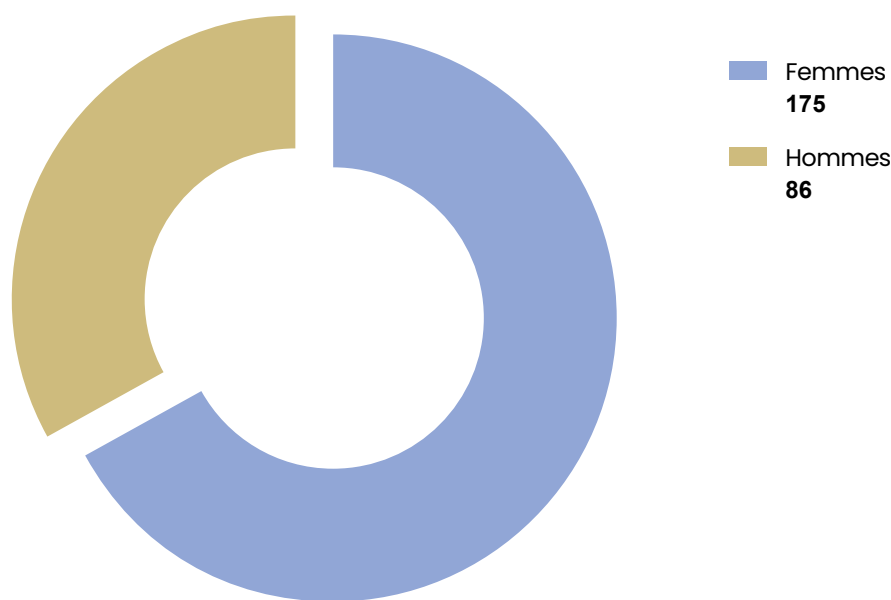
2 635 809<sup>CHF</sup>

**2023**

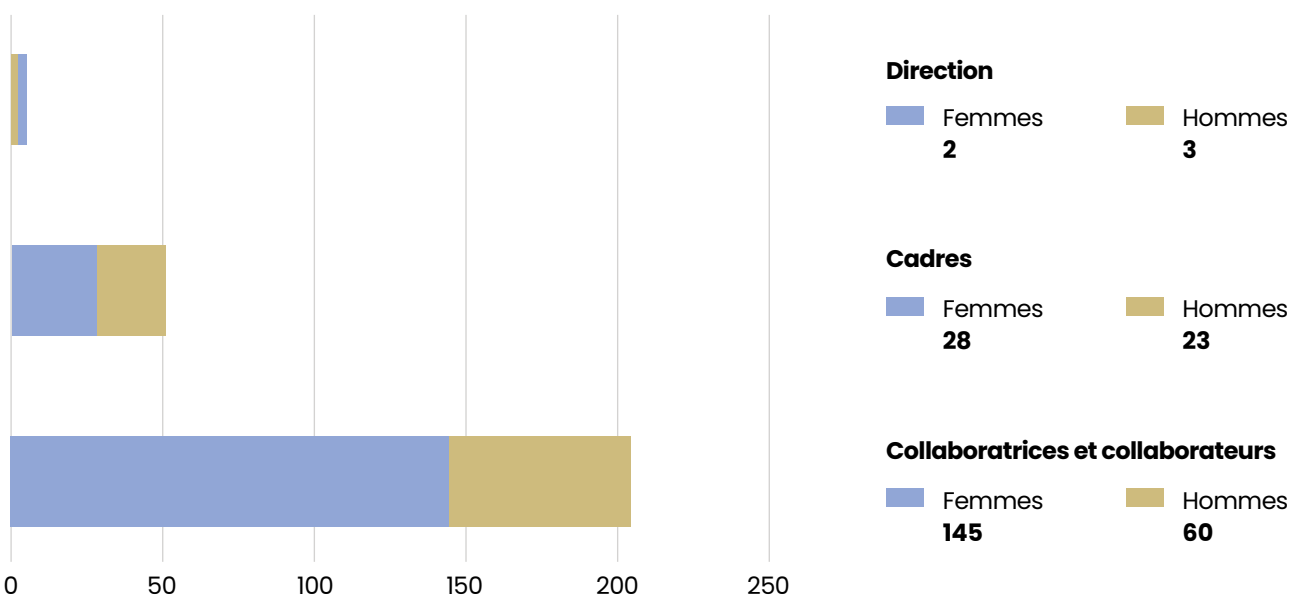
2 998 755<sup>CHF</sup>

# Chiffres clés collaboratrices et collaborateurs

Nombre total de collaboratrices et collaborateurs: 261



## Niveaux hiérarchiques



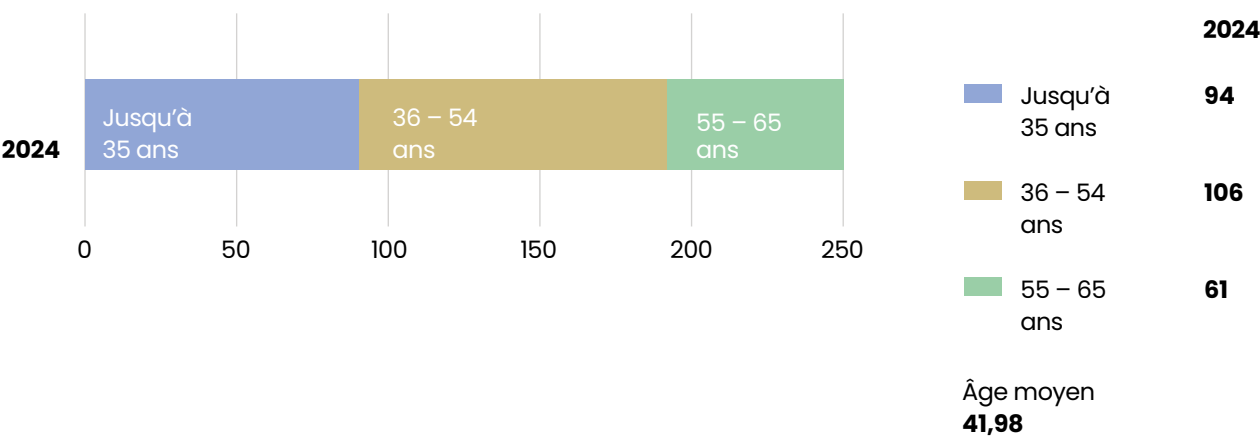
## Formes d'engagement

- Temps complet  
149
- Temps partiel  
112

Dont nombre de collaboratrices et collaborateurs avec convention de télétravail  
166



## Structure d'âge





# Rapport de l'organe de révision



Tel. +41 44 444 35 55  
www.bdo.ch  
zurich@bdo.ch

BDO AG  
Schiffbaustrasse 2  
8031 Zürich

An den Aufsichtsrat der  
Ausgleichskasse des Kantons Bern  
Chutzenstrasse 10  
3007 Bern

Zürich, 12. März 2025

## Revision AHV/IV/EO/EL/ÜL/FL 2024

Sehr geehrte Damen und Herren

Gestützt auf Art. 68 AHVG sowie Artikel 160 Abs. 2 und Art. 169 AHVV hat das Bundesamt für Sozialversicherungen BSV Weisungen für die Revision der AHV-Ausgleichskassen (WRAK) erlassen. Umfang und Gegenstand der Revision ergeben sich aus diesen Weisungen.

Vom 24. Juni bis 5. Juli 2024 sowie zwischen dem 17. und 26. Februar 2025 haben wir die Haupt- und die Abschlussrevision AHV/IV/EO/EL/ÜL/FL bei der Ausgleichskasse des Kantons Bern vorgenommen. Über das Ergebnis unserer Arbeiten erstatten wir den zuständigen Stellen weisungsgemäss Bericht. Der Bericht über die Hauptrevision datiert vom 4. September 2024 und der Bericht über die Abschlussrevision datiert vom 12. März 2025.

Ferner haben wir im Rahmen unserer Prüfungen ebenfalls die Jahresrechnung der Familienausgleichskasse des Kantons Bern geprüft und separat darüber Bericht erstattet.

Bei unserer Revision sind wir nicht auf Sachverhalte gestossen, die Massnahmen seitens der Ausgleichskasse zur Einhaltung von gesetzlichen Bestimmungen erfordern.

Freundliche Grüsse

BDO AG

Matthias Hildebrandt

Zugelassener Revisionsexperte

Rico Zindel

Leitender Revisor  
Zugelassener Revisionsexperte

«Tout est super, ne changez rien !»





AUSGLEICHSKASSE DES KANTONS BERN  
CAISSE DE COMPENSATION DU CANTON DE BERNE

**Éditeur**

Caisse de compensation du canton de Berne  
Chutzenstrasse 10, 3007 Berne  
T +41 31 379 79 79  
F +41 31 379 79 00  
info@akbern.ch  
[www.akbern.ch](http://www.akbern.ch)

**Responsabilité du projet**

Caisse de compensation du canton de Berne,  
Marion Ebinger

**Concept et réalisation,  
analogique et numérique**

Fruitcake publicité + presse SA, Münsingen

**Photographie**

Alexander Jaquemet, Cerlier (Erlach)  
Page 6: Phil Wenger, Steffisburg

**Impression**

Streit SA, Liebefeld

**Tirage**

500 exemplaires en allemand  
200 exemplaires en français  
Le rapport annuel 2024 est publié sous forme  
analogique et numérique, en allemand et en  
français. La version analogique en allemand  
fait foi.

© Caisse de compensation du canton de  
Berne, 2024

## Rapport annuel numérique

Pour plus d'informations :  
[akbern-jahresbericht.ch/fr](http://akbern-jahresbericht.ch/fr)

